

Une Expédition Coloniale ayant tourné
à la catastrophe épidémiologique :
SAINT-DOMINGUE

THESE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Médecine de Montpellier

Le 16^e Juin 1943

PAR

PAUL NAVARRANNE

ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DE SANTÉ NAVALE
EXTERNE DES HOPITAUX DE BORDEAUX
CROIX DE GUERRE 1940

Né à PAU (Basses-Pyrénées), le 16 Mars 1917

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

Examineurs de la Thèse	}	MM. GIRAUD, Professeur, <i>Président</i>	{	<i>Assesseurs</i>
		DÉJEAN, Professeur		
		GILIS, Médecin-Colonel		
		HARANT, Agrégé		

Editions M. LECONTE
98, Cours Lieutaud
MARSEILLE
1943

NAVARRANNE (Paul)

Une expédition coloniale ayant
tourné à la catastrophe épidé-
miologique : Saint-Domingue.—
Marseille, Imp. M. Leconte, 1943,
in-8°, 48 pp.

(*Thèse Médecine, Montpellier,*
1943, n° 59).

NAVARRANNE (Paul)

Une expédition coloniale ayant
tourné à la catastrophe épidé-
miologique : Saint-Domingue.—
Marseille, Imp. M. Leconte, 1943,
in-8°, 48 pp.

(*Thèse Médecine, Montpellier,*
1943, n° 59).

NAVARRANNE (Paul)

Une expédition coloniale ayant
tourné à la catastrophe épidé-
miologique : Saint-Domingue.—
Marseille, Imp. M. Leconte, 1943,
in-8°, 48 pp.

(*Thèse Médecine, Montpellier,*
1943, n° 59).

NAVARRANNE (Paul)

Une expédition coloniale ayant
tourné à la catastrophe épidé-
miologique : Saint-Domingue.—
Marseille, Imp. M. Leconte, 1943,
in-8°, 48 pp.

(*Thèse Médecine, Montpellier,*
1943, n° 59).

Une Expédition Coloniale ayant tourné
à la catastrophe épidémiologique :
SAINT-DOMINGUE

THESE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Médecine de Montpellier

Le 10 Juin 1943

PAR

PAUL NAVARRANNE

ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DE SANTÉ NAVALE
EXTERNE DES HOPITAUX DE BORDEAUX
CROIX DE GUERRE 1940

Né à PAU (Basses-Pyrénées), le 16 Mars 1917

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

Examineurs de la Thèse	{	MM. GIRAUD, Professeur, <i>Président</i>	{	<i>Assesseurs</i>
		DÉJEAN, Professeur		
		GILIS, Médecin-Colonel		
		HARANT, Agrégé		

Editions M. LECONTE
98, Cours Lieutaud
MARSEILLE

1943

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Professeurs

Chaires :

Anatomie	MM. J. DELMAS.
Histologie	TURCHINI.
Physiologie	HEDON.
Chimie biologique médicale et toxicologie	CRISTOL.
Physique médicale	PECH.
Anatomie pathologique et médec. expériment.	BAUMEL.
Microbiologie	LISBONNE.
Pathologie et thérapeutique générales	PAGES.
Thérapeutique et matière médicale	JANBON.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	PUECH.
Hygiène	CARRIEU.
Médecine légale et médecine sociale	VIDAL.
Pathologie médic. et clin. propédeutique	BOULET.
Clinique médicale	L. RIMBAUD.
—	GIRAUD, <i>doyen</i> .
Clinique chirurgicale	MASSABUAU, <i>assesseur</i> .
—	LAPEYRE.
Clinique obstétricale	P. DELMAS.
Clinique des maladies ment. et nerveuses	EUZIERE, <i>doyen hon.</i>
Clinique des malad. des enf. et hyg. du 1 ^{er} âge	BOUDET.
Clinique de dermato-syphiligraphie	MARGAROT.
Clinique chirurg. infantile et orthopédie	ETIENNE.
Clinique des maladies des voies urinaires	JEANBRAU.
Clinique gynécologique	N.
Clinique ophtalmologique	DEJEAN.
Clinique d'oto-rhino-lar. et chir. maxillo-faciale	TERRACOL.

Chargés de cours :

Anatomie	LAUX.
Histologie	GRANEL.
Radiologie	LAMARQUE.
Propédeutique chirurgicale	AIMES.

Professeurs honoraires

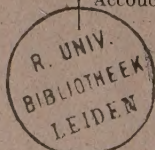
MM. TEDENAT, BERTIN SANS, CABANNES, GALAVIELLE,
VIREs, BOSc, VILLARD, GRYNFELT, RICHE.

Chargés d'enseignements complémentaires

	MM.		MM.
Chimie	MONNIER, <i>agrégé</i> .	Clinique de la tu-	
Microbiologie	CARRERE, <i>agrégé</i> .	berculose	VIDAL, <i>professeur</i> .
Histoire nat. méd.	HARANT, <i>agrégé</i> .	Pathologie chir. ..	MOURGUE.
Pharmacologie	HARANT, <i>agrégé</i> .	— ..	MOLINES, <i>agr.</i>
Pathologie médic.	BOUCOMONT, <i>agr.</i>	— ..	TRUC, <i>agrégé</i> .
— ..	BERT, <i>agrégé</i> .	Chirurgie experim. ..	GUIBAL, <i>agrégé</i> .
Propédeutique méd.	P. RIMBAUD, <i>agr.</i>	Médecine opérat. ..	ROUX, <i>agrégé</i> .
Clinique interne ..	PUECH, <i>professeur</i>	Accouchements	CADERAS
Clinique des malad.		— ..	DE KERLEAU, <i>agr.</i>
contagieuses	JANBON, <i>professeur</i> .	Stomatologie	HOUPERT, <i>d^r en méd</i>

Agrégés en exercice

	MM.		MM.
Médecine	P. RIMBAUD.	Chirurgie	MOURGUE.
— ..	BOUCOMONT.	— ..	MOLINES.
— ..	BERT.	— ..	GUIBAL.
— ..	LAFON, <i>chargé d'agr.</i>	— ..	ROUX.
Chimie	MONNIER.	Urologie	TRUC.
Bactériologie	CARRERE.	Accouchements	CADERAS
Histoire nat. méd.	HARANT.	— ..	DE KERLEAU.



A LA MEMOIRE DE MES PARENTS

En pieux souvenir.

A MON ONCLE ET A MA TANTE

Qui m'ont tenu lieu de parents.
Faible témoignage de mon affection
filiale et de ma profonde reconnais-
sance.

A MA FEMME

A MON FRERE, PIERRE NAVARRANNE

Elève à l'Ecole de Santé Navale

La carrière s'ouvrira bientôt :
gardons bien haut l'espoir !

A MES BEAUX-PARENTS

A MES CAMARADES DE L'ECOLE
DE SANTE NAVALE
ET A LA PROMOTION « JULES CREVAUX »

A MES CHEFS ET CAMARADES DE GUERRE
DU 25^e R. TIRAILLEURS SENEGALAIS
(3^e BATAILLON)

En souvenir des bons et mauvais
moments passés ensemble.

A TOUS MES AMIS

A MES MAITRES DE LA FACULTE
ET DES HOPITAUX DE BORDEAUX
ET DE MONTPELLIER

A MES CHEFS DE L'ECOLE DE SANTE NAVALE
ET DE L'ECOLE D'APPLICATION DU PHARO

A MONSIEUR LE MEDECIN GENERAL PELTIER

*Directeur de l'Ecole d'Application du Service de Santé
des Troupes Coloniales*

Officier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre 14-18 et 39-40

Médaille d'Or des Epidémies

A MONSIEUR LE MEDECIN GENERAL SOLCARD

Associé National de l'Académie de Chirurgie

Directeur de l'Ecole Principale du Service de Santé

de la Marine et des Troupes Coloniales

Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre

A MONSIEUR LE MEDECIN-COLONEL GILIS

*Sous-Directeur de l'Ecole d'Application du Service de Santé
des Troupes Coloniales*

Officier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre 14-18 et 39-40

Qui nous a inspiré le sujet de cette
thèse, nous aida de ses conseils et
nous montra si bien que le médecin
colonial doit être aussi un soldat.
Hommage respectueux et reconnais-
sant.

A MES JUGES

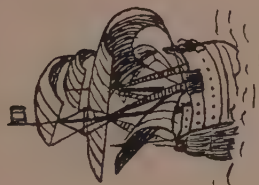
A MONSIEUR LE PROFESSEUR GIRAUD

Doyen de la Faculté de Médecine de Montpellier
Professeur de Clinique Médicale
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 14-18 et 39-40

Qui nous fait le grand honneur
d'accepter la présidence de cette
thèse. Respectueux témoignage de
notre gratitude.

ISLE DE S^T DOMINGUE

Isle de la Tortue



A hand-drawn map of the Leogane region in Martinique. The map is oriented with North at the top, indicated by a compass rose. Key locations include Port de Paix, Port au Prince, and Port au Lard. The map also shows the 'Cul de sac de Leogane' and the 'Isle Gonave'. A small boat is depicted in the bottom left corner.

LA PARTIE FRANÇAISE DE L'ÎLE

INTRODUCTION

Au seuil d'une carrière médicale que nous avons voulu coloniale et qui le sera un jour — nous en conservons le vivant espoir — il nous a paru intéressant de consacrer notre thèse inaugurale à l'histoire de l'expédition française de Saint-Domingue en 1802. Cette expédition — bien oubliée aujourd'hui — eut à l'époque un grand retentissement, et les Français ressentirent cruellement un échec qui nous coûta la plus riche de nos possessions des Antilles, considérées alors comme la clef de voûte de l'Empire Colonial. Peut-être aussi cette aventure eut-elle dès son départ un succès de curiosité dû à la présence aux côtés de son mari le général LECLERC, de Pauline BONAPARTE — sœur du Premier Consul — qui auréola l'épisode de gestes courageux empreints d'une élégance très française...

Le médecin qui en lit aujourd'hui le récit est frappé par la relation étroite existant entre son échec et le développement d'une terrible épidémie de fièvre jaune : l'histoire de cette campagne illustre de saisissante façon l'importance de l'action médicale dans le fait colonial. Comme l'illustra au même titre en 1799 la malheureuse expédition de Syrie au cours de laquelle BONAPARTE vit à Jaffa ses troupes décimées par la peste. Et plus près de nous n'est-ce point un paludisme particulièrement meurtrier qui, assaillant nos soldats à leur débarquement sur les côtes de Madagascar, compromit sérieusement le succès de notre entreprise de 1895 et nous le fit payer très cher.

De tous les fléaux tropicaux auxquels se sont heurtés les pionniers de l'expansion coloniale française, la fièvre jaune fut sans doute le plus meurtrier. Partout où ils l'ont rencontrée, les médecins coloniaux, nos grands anciens, l'ont combattue — avec plus ou moins de bonheur, certes, mais avec un courage admirable, un dévouement qui ne se démentit jamais, une abnégation totale allant si souvent jusqu'au sacrifice suprême. Aux Antilles, en Guyane, au Sénégal, en Afrique Equatoriale, ils sont tombés, emportés par la terrible maladie contre laquelle ils luttèrent.

A leur mémoire nous dédions ces quelques pages. Puisse leur exemple nous montrer tout au long de notre carrière qui s'ouvre la voie à suivre : celle du dévouement, qui a fait la grandeur du médecin colonial français.

I

Au centre de l'archipel des Grandes Antilles, entre Porto-Rico à l'Est, la Jamaïque et Cuba à l'Ouest, surgit de la mer des Tropiques l'île que les Caraïbes ses premiers habitants nommaient Haïti « la terre des montagnes », et que l'on a depuis appelée Hispaniola, puis Saint-Domingue. Terre éruptive, son arête est formée par une chaîne escarpée d'où se détachent des lignes de montagnes dites « mor-nes » délimitant entre leurs exubérances rocheuses des vallées ou des gorges souvent encaissées et profondes. « Ravines » couvertes d'une végétation prodigieusement riche d'essences diverses, de lianes entremêlées et de fougères géantes qui constituent au cœur de ces massifs d'épaisses galeries forestières. Ça et là s'étendent de larges plaines fertiles descendant vers la mer. La côte très découpée, abrupte par endroits, mais aux rivages généralement bas, dissimule mal sous ses rangées de palétuviers des plages marécageuses dont les eaux saumâtres abritent des caïmans de toute taille, mais sont aussi la demeure d'une infinie quantité d'insectes, maringouins et moustiques.

Chaud et humide en toutes saisons au voisinage de la mer, le climat traduit la situation tropicale de l'île avec les pluies abondantes de l'hivernage et les véritables déluges du « *pot au noir* » de nos anciens marins.

Le 6 décembre 1492, au cours de son premier voyage, après avoir touché tour à tour San Salvador et Cuba, Christophe COLOMB mit à l'ancre dans les eaux d'une petite baie bien abritée située sur la côte occidentale d'Haïti. Et la beauté des lieux parut telle dès l'abord aux yeux du fameux navigateur qu'il se vanta à son retour d'avoir découvert là l'ancien emplacement du paradis terrestre. Singulier paradis terrestre, certes, que cette terre au destin historique si étrange qui devait voir succéder aux cruautés espagnoles les pirateries des flibustiers, à la tare de l'esclavage les massacres sanglants des révoltes de noirs ! L'illustre Gênois trouva le pays peuplé d'indigènes de petite taille, Caraïbes au teint cuivré vivant paisiblement et dont il nous dit : « Ils aiment leur prochain comme eux-mêmes ; leur parler aimable et doux est toujours accompagné de sourires ».

Nous imaginons que cet éternel sourire fit place très vite sur leurs lèvres à une expression étonnée, bientôt suivie de grimaces de douleur et de haine devant les singuliers agissements qu'une conception très particulière de la colonisation inspira aux Espagnols. Ceux-ci s'installant dans l'île à la suite de COLOMB se livrèrent à des excès innombrables ; pillant les naturels, s'emparant de leur or et de leurs provisions, ils massacraient sans pitié ceux qui cherchaient à se défendre, les poursuivant dans leurs retraites ou leur faisant donner la chasse par des chiens dressés à cet usage qui les dévoraient. Ces premiers conquistadors exerçaient le plus souvent leur folle cruauté sous le prétexte de convertir les indigènes à la vraie foi ! Un historien va jusqu'à prétendre que plusieurs castillans avaient fait vœu de massacrer chaque jour douze indiens en l'honneur des douze apôtres !

Cette évangélisation d'un genre particulier aboutit en peu de temps à l'anéantissement de la race. D'autant que les survivants, asservis et employés comme esclaves dans les mines d'or que les Espagnols exploitaient dans l'île, succombaient peu à peu à un travail qui leur était bien peu familier et très pénible...

Quant à leurs maîtres, ils furent les premiers Européens à rencontrer la fièvre jaune. Les Caraïbes la connaissaient déjà et l'appelaient « Poulicantina » : on me frappe de verges. Les historiographes espagnols nous en rapportent les ravages et décrivent en particulier les épidémies de 1495 et de 1502 qui furent très meurtrières, faisant chacune plus d'un millier de victimes parmi leurs compatriotes. Ils en détaillent assez bien les douleurs violentes saisissant tout le corps et les vomissements noirs (« vomito negro ») qui leur succédaient. Tout autorise donc à affirmer — comme BÉRANGER-FÉRAUD l'a montré l'un des premiers — que cette affection est bien d'origine américaine et que la traite des noirs n'a pu l'importer aux Antilles puisqu'elle y existait avant même l'arrivée des premiers bateaux négriers.

*
**

Après l'extermination à peu près totale des Caraïbes, le fait colonial espagnol aux Antilles devait amener deux effets singuliers : l'esclavage et la flibuste.

Manquant de main-d'œuvre pour les travaux des mines et des champs, ne pouvant eux-mêmes travailler sous ce climat, les Espagnols conçurent d'importer à Saint-Dominique de la main-d'œuvre noire qu'ils puisaient en Afrique :

et ce fut la traite qui débuta vers 1510. Nous en verrons plus loin les répercussions sur l'histoire de l'île, mais les Espagnols qui eurent l'étrange privilège de l'inaugurer ne la pratiquèrent qu'à une échelle réduite.

Trouvant assez peu d'or dans l'île, ils ne se servirent bientôt plus de celle-ci que comme d'une base, pour se lancer à la recherche de l'« El Dorado promis qui fuyait devant eux » : et voilà repartis leurs navires cinglant vers les horizons de cette « Méditerranée américaine » dont ils fouillèrent tous les rivages. Par monceaux, ils découvrirent sur le continent américain l'or qu'ils cherchaient ; s'emparant du fabuleux trésor des Incas, ils se mirent en devoir de l'exploiter. Et ce furent ces convois de galions trapus, chargés à pleins bords de toutes ces richesses, faisant voile vers l'Espagne à travers le dédale des îles antillaises.

La même soif de fortune attira dans ces parages un peuple d'aventuriers venus de tous les horizons. Cet amalgame de bandits de la mer, qui étaient pour la plupart des Français, établis là après 1626 à la suite de d'ESNAMBUC, dissimulèrent leurs repères dans cette poussière d'îles. A ces chevaliers de l'aventure étaient souvent mêlés des cadets de familles françaises, gentilshommes authentiques, dont le marquis de MONTBARS est une figure célèbre. Se groupant sous le commandement des plus valeureux d'entre eux et montés sur de petits vaisseaux rapides à la course, ils harcelaient les flottes espagnoles, interceptant les galions, courant à l'abordage, jetant le grappin sur tout navire passant dans leurs eaux et se partageant ensuite leurs prises fructueuses. Ce fut la naissance de la Flibuste au pavillon noir. Ces « Frères de la Côte » comme ils se nommaient entre eux, menaient une vie rude. Pour se procurer leur nourriture ils chassaient les sangliers et les bœufs sauvages dont ils faisaient sécher la viande à la fumée, à l'aide de la claie appelée « boucan » en caraïbe. De là leur vint leur appellation de « boucaniers ». L'histoire a conservé les noms légendaires des magnifiques capitaines, couverts de bijoux précieux et menant grand train, qui entraînaient leurs équipages dans d'audacieuses descentes sur les villes prospères de ces îles occidentales.

Les exploits de MONTBARS l'Exterminateur, la fin tragique de François NAU dit « l'Olonais », qui après le sac de Maracaïbo fit naufrage et finit haché en morceaux, rôti et mangé par les indiens Bravos, sont restés célèbres, tout comme la prise de Panama menée par le flibustier anglais MORGAN.

OEXMELIN, chirurgien-major sur les vaisseaux de MORGAN, véritable historiographe de la Flibuste et ancêtre des médecins de marine, nous apprend que la fièvre jaune n'épargna pas non plus nos flibustiers, aux Antilles et dans leurs opérations en Amérique Centrale.

A l'histoire de la Flibuste est liée celle de l'installation des Français dans les Iles. De l'île de la Tortue, située au nord de Saint-Domingue, qui était un de leurs principaux repères, des flibustiers « excursionnèrent » à Saint-Domingue pour y chasser. Ils essaimèrent là en y multipliant leurs « boucans » et fondèrent les premiers établissements français dans le voisinage du Petit Goave, puis près du Cap. En France, le Roi et le Cardinal, avertis de leur force, comprirent que les flibustiers pouvaient servir les intérêts français. Louis XIV donnait à leurs capitaines des « lettres de commission » qui en faisaient de véritables corsaires patentés, ce qui — au reste — ne troubla guère les Espagnols qui pendaient haut et court, avec les lettres royales au cou, les capitaines capturés.

En 1665, la France s'installa officiellement dans la partie occidentale de Saint-Domingue et le Roi y nomma un gouverneur : Bertrand d'OGERON qui sut au mieux se servir de la Flibuste tantôt contre les Anglais, tantôt contre les Espagnols, mais toujours dans le sens des intérêts du Roi. Ses successeurs — le béarnais DUCASSE notamment — l'imitèrent dans cette voie : c'est ainsi que les derniers flibustiers lui prêtèrent leur concours pour une expédition à la Jamaïque contre les Anglais en 1691 et l'aidèrent en 1695 à rejeter à la mer quatre mille Anglo-Espagnols débarqués au Cap-Français. D'IBERVILLE enfin attaqua avec eux en 1706 l'île de Saint-Christophe d'où les Anglais nous avaient délogés, et après lui la Flibuste s'éteignit. On peut lui reprocher, certes, bien des forfaits : il n'en reste pas moins que nous lui fûmes redevables de cette terre qui fut très vite notre plus riche possession d'outre-mer.

*
* *

Par le traité de Ryswick en 1697, les Espagnols avaient reconnu la souveraineté française sur toute la partie occidentale de l'île : notre position y était donc bien assise. La mise en valeur ne tarda pas, malgré de sérieuses difficultés.

Les premiers gouverneurs favorisèrent d'abord l'établissement de colons ; ceux-ci, des Angevins surtout, affluèrent dans l'île à la première période. On alla même jusqu'à enrôler des travailleurs français pour une durée de trois ans,

mais ce mouvement fut ralenti, puis arrêté par la mortalité considérable due au climat et aux épidémies. Nous retrouvons alors la fièvre jaune, sous le nom impropre de « mal de Siam », et contre laquelle se débattaient — sans grand succès, on s'en doute — de malheureux « fraters » ou barbiers, les chirurgiens de l'époque. Les religieux, venus très tôt dans l'île, y organisèrent sur l'ordre du roi, dès 1698, deux hôpitaux : l'un au Cap, l'autre à Léogane. Enfin les premiers « médecins du roi » débarquèrent, et les premiers essais de police sanitaire maritime furent alors réalisés sous la forme de quarantaines imposées aux bâtiments accusés d'importer dans l'île le trop fameux « mal de Siam ».

Malgré le retour périodique des épidémies, la colonie prit un essor considérable. Très vite elle devint la plus riche de nos Antilles, de nos « îles à sucre ». Un vieux dicton local marquait bien la prospérité relative de nos diverses possessions ; on disait : « les seigneurs de Saint-Domingue, les gentilshommes de la Martinique, Messieurs de la Guadeloupe et les gens de Cayenne ». Mais le souci d'une expansion et d'un rayonnement de la France ne se présenta qu'à quelques rares esprits. Le « système colonial » d'alors ne considérait les Antilles que comme une « affaire » destinée à rapporter de l'argent à la métropole et à lui procurer les denrées que son sol ne pouvait lui fournir. Les cultures : canne à sucre surtout, mais aussi café, indigo et même coton, qui trouvaient dans l'île un sol et un climat très favorables, furent extrêmement poussées. Et la prospérité de Saint-Domingue ne cessa de croître jusqu'en 1789 malgré quelques frottements entre les colons et les compagnies d'exploitation, entre les intérêts locaux et la Métropole. L'isolement même de l'île pendant les guerres du XVIII^e siècle, par le fait du blocus anglais, ne se traduisit que par des crises économiques de courte durée, qui n'entravèrent point son essor : à la veille de la révolution, la richesse de Saint-Domingue était prodigieuse.

Pour en arriver à ce degré de prospérité, il avait fallu pallier au manque de main-d'œuvre qui était le principal obstacle au développement des cultures. C'est ainsi que l'esclavage devint un élément essentiel du système colonial dont nous avons résumé le principe. Les Espagnols l'avaient inauguré à Saint-Domingue ; nous reprîmes, en la décuplant, l'importation de ce « cheptel humain » : la traite pourvut avec abondance à l'accroissement du nombre de bras, et le rendement commercial augmenta parallèlement.

On vit alors se multiplier les capitaines négriers Bordelais, Nantais, Malouins ou Rochelais, qui allaient relâcher au Cap Vert, et descendaient le long des côtes africaines, du Sénégal au Congo, payant des « coutumes » aux petits souverains noirs, leur offrant de l'eau de vie, des fusils, de la poudre ou des cotonnades. Leurs cales chargées de « bois d'ébène », ils repartaient ensuite, faisant voile vers Saint-Domingue où les esclaves étaient vendus à l'encan sur des marchés spéciaux. Un édit de 1685, le « Code Noir », chercha à limiter les pouvoirs draconiens des colons sur les « pauvres nègres », leur garantissant l'alimentation et les soins et interdisant aux maîtres leur torture ou leur mise à mort.

Leurs maîtres — souvent encore cadets de bonne noblesse — menaient une existence très large. Ils constituèrent peu à peu cette « société créole » à la physionomie brillante, passionnée de luxe et de plaisirs, qui donna sous les tropiques avec ses cercles, ses théâtres, ses riches réceptions et ses bals, un reflet de la vie mondaine de Paris. Au centre de leurs vastes propriétés, à l'aspect pittoresque et riant, avec leurs chemins ombreux toujours animés, bordés de haies de verdure, s'élevaient les confortables « habitations », larges et coquettes demeures de ces planteurs fortunés. Autour de la demeure du maître se disposaient les bâtiments d'exploitation et les cases des noirs formant de véritables villages.

A côté des esclaves, de leurs maîtres et de « petits blancs » — colons de moindre importance — la classe des « gens de couleur » noirs affranchis et mulâtres, grandissait en nombre dans d'inquiétantes proportions. Frappés du mépris des blancs et ressentant profondément l'injustice de leur sort, ils provoquèrent quelques troubles ayant même les événements de la fin du siècle. Quant au nombre des blancs, s'élevant à trente mille environ, il restait stationnaire. Le plus célèbre des médecins de l'époque, Jean-Baptiste POUPE-DESPORTES, nous rapporte que le « mal de Siam » sévissait toujours dans l'île à l'état endémique, mais qu'à certaines époques se déclenchaient des épidémies dont celles de 1733 et 1766 furent les plus graves. Il note l'immunité presque absolue des créoles et des noirs et sa prédilection pour les Européens nouvellement débarqués à la colonie. Ceci nous explique que l'accroissement considérable de la population totale de Saint-Domingue était uniquement dû à la traite : les esclaves passèrent de cent mille en 1730 au demi-million en 1789. Cette masse noire avait apporté avec elle aux Antilles les mœurs épar-

ses de leurs tribus d'origine, qui prirent là un caractère particulier. Evangélisés par des Pères Jésuites, les esclaves devinrent chrétiens en surface, mais gardèrent pourtant l'empreinte du vieux fona fétichiste et animiste africain, avec cette disposition aux mouvements collectifs de superstition qui créa chez eux des cultes étranges. Celui du « Vaudou » aux rites mystérieux, s'accompagnant de danses et même de sacrifices humains dans des cadres impressionnants de cavernes décorées d'immenses idoles grimaçantes était le plus répandu... Ce complexe psychologique de foule insouciante fanatisée par une sorcellerie sanglante, devait jouer un rôle primordial dans le déclenchement des événements ultérieurs.

II

Dans l'île où les « seigneurs créoles » menaient grande vie jaloués des « petits blancs », où les mulâtres blessés dans leur orgueil s'agitaient et réclamaient des droits, où les noirs esclaves se livraient dans l'ombre à leurs superstitions, parvinrent les premières nouvelles de la Révolution. Si l'on ne comprit pas très bien tout d'abord l'importance des événements rapportés, souvent déformés, par les passagers et les équipages des navires venant de la Métropole, ils n'en jetèrent pas moins le trouble dans les esprits. Les blancs, pensant à leurs intérêts et désireux de faire entendre leur voix aux Etats Généraux, procédèrent à l'élection d'une dizaine de députés aussitôt envoyés en France. Le premier article de la Déclaration des Droits de l'Homme : « Tous les hommes naissent et meurent libres et égaux en droits » les troubla fort et produisit une fermentation générale dans l'île. On savait qu'en France l'opinion, fortement travaillée par la « Société des Amis des Noirs » et sa propagande, était révoltée par l'esclavage : « Périssent jusqu'à la dernière nos colonies, plutôt que de sacrifier un iota de nos principes », s'était écrié ROBESPIERRE. Les mulâtres, voyant dans la révolution l'aurore de leur libération, réclamaient plus fort les mêmes privilèges que les blancs et en particulier le droit de vote. Quant aux esclaves, que les matelots des navires français interpellaient aux cris de « nos frères noirs », ils commençaient eux aussi à gronder.

Le désordre devint général, des comités furent élus un peu partout, prenant souvent des mesures contradictoires, lorsque l'Assemblée Nationale décréta qu'« elle n'avait jamais eu l'intention de comprendre les colonies dans la constitution ». Ce qui eut pour effet de réjouir les colons mais d'exaspérer grandement les « gens de couleur » dont certains se révoltèrent avec à leur tête OGÉ. Un grand nombre d'entre eux fut tué et la révolte vite réprimée ; mais l'animosité entre blancs et mulâtres grandissait chaque jour. Les forces militaires étaient bien faibles et le Colonel MAUDUIT, qui essaya à la tête de son régiment de mettre de l'ordre dans l'île, périt assassiné par ses propres soldats.

De plus en plus, l'autorité régulière étant débordée, l'anarchie régna partout.

Dans le nord de l'île se déclina, terrible, au mois d'août 1791, une première révolte d'esclaves unis aux mulâtres. Ce mouvement de noirs frappés d'une sorte de folie collective déferla sur la région du Cap, répandant ses affreux excès, incendiant, pillant, tuant au hasard. Dans la ville du Cap les blancs eurent à peine le temps d'embarquer la plupart des femmes et des enfants sur les navires embossés dans le port et de riposter par les armes pour se défendre efficacement. Au bout de deux mois l'insurrection prit fin : deux mille blancs de tout âge et de tout rang avaient été massacrés.

C'est alors que l'Assemblée Nationale décida de prendre des mesures énergiques : trois commissaires — dont le célèbre SANTHONNAX — furent envoyés dans l'île avec des pouvoirs extraordinaires, huit vaisseaux et douze bataillons pour rétablir l'ordre. Toutes leurs forces — dont une grande partie avait été anéantie par la maladie — n'empêchèrent pas en 1793 une seconde révolte d'esclaves, plus terrible encore que la première, avec un nouveau massacre général des blancs. Devant le déchaînement de cette marée noire anarchique, dix mille colons s'enfuirent, émigrant dans les îles voisines, aux Etats-Unis ou en Angleterre. Et ce fut la trahison de certains d'entre eux, aveuglés par leurs intérêts, qui demandèrent le secours et l'aide des Anglais pour rentrer dans l'île. Les Britanniques flairèrent une bonne affaire à réaliser à notre détriment — conformément à leur tradition coloniale — bien plutôt qu'un acte humanitaire à accomplir vis-à-vis des planteurs blancs. Ils réglèrent les détails du débarquement et de l'occupation en accord avec les émigrés, ceux-ci allant même jusqu'à prêter serment à Sa Majesté le Roi d'Angleterre ! Et une flotte importante transportant sept mille hommes de troupe mit le cap sur la ville de Jérémie où le débarquement avait été prévu.

SANTHONNAX qui, à travers vents et marées, avait réussi à se maintenir dans l'île ne disposait que de forces militaires réduites puisque deux mille hommes de troupe à peine restaient en état de combattre. Pour accroître ces forces, en ralliant à lui les noirs il proclama l'entière abolition de l'esclavage. Cependant les troupes anglaises — souvent à la faveur de la trahison — avaient occupé de nombreuses villes sur la côte. Et dès le début de 1794 la situation du général français LAVEAUX qui tenait la partie Nord devint critique. C'est alors qu'attirés du côté français par la

récente mesure de SANTHONNAX, se joignit à LAVEAUX un grand nombre de noirs sous le commandement d'un des leurs, nègre de génie à l'étrange destin : Toussaint LOUVERTURE.

Agé de cinquante ans, Toussaint était un ancien esclave de la plantation du Comte de Noé, voisine du Cap. Jeune, sa bonne conduite lui avait gagné les attentions du directeur de l'exploitation qui lui enseigna à lire, à écrire, lui apprit même l'arithmétique et en fit son postillon. Cette dignité lucrative lui permit d'acquérir des connaissances diverses qui le placèrent à un niveau supérieur et lui conférèrent un ascendant considérable sur ses compagnons de la plantation. En 91, lors de la première insurrection, ses amis voulurent l'attirer dans leur parti de révolte. Il refusa de prendre part aux premiers mouvements et l'on rapporte même qu'il sauva son maître de la mort en le faisant embarquer pour l'Amérique. Après quoi, jugeant sans doute avoir payé aux blancs sa dette de reconnaissance, il s'enrôla dans les rangs de ses congénères où il fut nommé lieutenant de Jean-François, général noir et principal chef des révoltés. Après l'insurrection de 93 il passa dans la partie espagnole de l'île pour enfin venir aider le général LAVEAUX, en difficulté. Il tenait de son enfance et de son éducation une haute idée du nom et du prestige français et pensait aussi qu'il défendrait mieux, de notre côté, la cause de la liberté des noirs. Et le voici apportant à LAVEAUX l'apport de cinq bataillons et celui de ses qualités personnelles qui, faute d'instruction, n'en faisaient certes pas un grand capitaine, mais lui donnaient sur ses noirs une autorité et un prestige extraordinaires. Très supérieur à eux intellectuellement et moralement, il jouait au mieux d'autre part avec les tendances au fétichisme et à la sorcellerie de ses hommes qui le suivaient les yeux fermés.

Il les répartit en demi-brigades auxquelles une réelle cohérence fut donnée par quelques officiers blancs. A la tête de ces troupes il fit reculer l'envahisseur sur la côte et se trouva maître de toute la partie nord de l'île, si bien que le gouvernement français le confirma dans son grade de général de brigade, puis lui conféra la dignité de général en chef des armées de Saint-Domingue en mai 1797. L'armée britannique, serrée de près dans Port-au-Prince par les noirs, ravagée par la fièvre jaune et ayant subi des pertes notables, se trouvait en très fâcheuse posture. Le Général MAITLAND joua sa dernière carte en essayant de détacher TOUSSAINT des Français, lui offrant de le reconnaître souverain de l'île et de lui donner l'appui de la puissance

anglaise. Mais le chef noir ne voulut rien entendre : il permit seulement à l'Anglais, en juin 1798, de retirer ses troupes sans être inquiété. En août de la même année il ne se trouvait plus un seul soldat anglais dans l'île, qui était tout entière française, puisque entre temps les Espagnols nous en avaient cédé la partie orientale.

*
**

Mais les commissaires du gouvernement s'étaient retirés en France durant la guerre et, en fait, TOUSSAINT se partageait la maîtrise de Saint-Domingue avec les mulâtres qui, commandés par RIGAUD, dominaient dans le sud. Il marcha sur eux dès 1799, les refoula de plus en plus, les réduisit à l'impuissance, et un de ses lieutenants, DESSALINES, les massacra si bien qu'il fit près de dix mille victimes.

TOUSSAINT put alors librement exercer une véritable dictature. Nous savons l'ascendant qu'il avait sur ses noirs. La triomphale tournée qu'il fit dans l'île après sa dernière victoire nous prouve qu'il était devenu leur véritable idole. De haute taille, excellent cavalier, portant fièrement son habit bleu copieusement galonné et chamarré d'or, le plumet rouge au chapeau, un sabre de grande dimension au côté, il caracolait superbement et sur son passage la joie et l'allégresse des noirs éclataient en acclamations sans fin. Homme au génie fertile, au jugement solide, au zèle infatigable, il entreprit très vite, pour relever le pays, d'encourager l'agriculture. Il afferma une grande partie des habitations abandonnées à des personnages de son entourage, incita tous les nègres au travail, ordonnant par un règlement aux gens n'ayant ni profession ni emploi, de se consacrer à la culture en qualité de travailleurs libres. Les dévastations de la révolution avaient laissé les exploitations en bien piètre état, et le rendement ne fut que très inférieur à ce qu'il était auparavant. Cependant quelques relations commerciales avec l'Amérique — qui à son tour convoitait l'île — s'installèrent. L'ordre régna donc à nouveau, et avec lui un certain bien-être.

TOUSSAINT engagea les colons enfuis aux Etats-Unis à rentrer et sut s'entourer de blancs qui se prêtaient à ses vues avec complaisance. Les mulâtres le craignaient trop pour bouger ; quant aux noirs, leur fidélité aveugle était certaine. Et le voilà solidement installé à la tête du pays, appuyé par une armée déjà éprouvée et solide à laquelle il devait sa fortune politique. Il l'entraîna, la familiarisa encore avec le maniement des armes européennes par des

exercices et manœuvres dans la plaine du Cap à l'issue desquels une grande parade vit défiler devant lui plus de soixante mille hommes.

Ainsi établi, ne pouvant que très peu communiquer avec la Métropole, alors fort occupée par la guerre sur le continent, il rédigea une Constitution qu'il réussit à faire approuver par une assemblée où ne se trouvait aucun nègre : il était par elle nommé Gouverneur Général à vie et disposait de tout. La nouvelle constitution fut proclamée le 1^{er} juillet 1801. La France n'avait plus aucun contrôle sur l'administration de l'île, mais TOUSSAINT lui affirmait sa « filiale affection ». C'était l'indépendance de fait.

Véritable chef d'Etat, et conscient de sa puissance, il dépêcha alors au Général BONAPARTE, Premier Consul, un ambassadeur porteur d'une lettre commençant par ces mots : « Le premier des noirs au premier des blancs... ».

III

BONAPARTE, contrairement à ce que l'on a pu prétendre, s'intéressa énormément à la question coloniale. Sous le Directoire, le Général HEDOUVILLE avait été envoyé en mission à Saint-Domingue et proprement éconduit par TOUSSAINT LOUVRETURE ; en 1800 le Premier Consul essaya à son tour de jouer la douceur et l'insinuation et d'amadouer le chef noir par des promesses de faveur ; ses envoyés n'eurent pas plus de succès. On avait bien parlé dès 1799 d'une expédition militaire, mais la guerre avec les Anglais, maîtres de la mer, ne permettait pas une pareille entreprise. En 1801 la Constitution de TOUSSAINT, son ambassadeur et sa lettre attirèrent à nouveau l'attention de BONAPARTE, résolu à juguler le chef noir. La cessation des hostilités entre la France et l'Angleterre intervint en octobre de la même année, libérant ainsi la flotte. D'autre part l'armée du Rhin, sous MOREAU, avait conservé au gré du Premier Consul des sentiments trop fidèlement républicains : il était bon de l'écarter pour un temps. Comme il était bon d'écartier également Pauline, sa sœur, épouse frivole du Général LECLERC, et dont le l'bertinage par trop connu jetait sur la famille BONAPARTE un certain discrédit qui servait mal ses projets ambitieux. Ayant à sa disposition du même coup une flotte, une armée et un général, il résolut donc d'envoyer à Saint-Domingue ses vaisseaux transportant des forces prélevées sur l'armée MOREAU et dont il confia le commandement à LECLERC en décidant ce dernier à amener Pauline.

Le but officiel de l'expédition était de ranger l'île sous l'autorité de la Métropole et de récupérer ainsi une source de richesses nécessaire à la grandeur nationale. On évincerait par la même occasion l'influence commerciale des Etats-Unis et les prétentions anglaises que l'échec de 98 n'avait pas étouffées. Si l'on en croit certains historiens, le Premier Consul, sollicité par les cultivateurs exilés, aurait eu dans ses vues de restituer leurs biens aux anciens propriétaires et de rétablir l'esclavage : cette intention semble bien peu probable. Au reste, on n'en trouve nulle trace dans

les « Instructions au Général et au Citoyen Administrateur » — assez peu précises il est vrai — retrouvées au Ministère de la Guerre et qui se terminent par ces phrases : « TOUSSAINT est entouré de quelques blancs pervers et ambitieux. Le général et l'agent civil s'installeront après avoir capté TOUSSAINT par sa vanité, dans la partie française. On ménagera et on attirera les neutres. Il faut reconquérir sans violences l'ancien Saint-Domingue ». La conduite à suivre n'est que très vaguement indiquée dans cette pièce qui ne résout aucunement les diverses questions du commerce, de l'esclavage et de l'administration. La liberté entière d'aviser sur place et de s'adapter aux conditions locales était laissée au Général LECLERC qui avait pour mission de s'adjoindre TOUSSAINT dans le gouvernement de l'île, en le rangeant sous son autorité avec le titre de Lieutenant-Général si sa conduite l'en rendait digne. LECLERC, qui avait reçu la dignité de capitaine-général de Saint-Domingue, était un jeune chef de trente ans, généreux et loyal, une manière de « diplomate militaire » plutôt qu'un grand soldat. Son choix qui, nous l'avons vu, avait eu des raisons étrangères à l'art militaire n'en était pas moins excellent.

Les troupes furent concentrées dans les ports de Brest, Rochefort, Lorient et Toulon, et deux détachements furent dirigés l'un sur Flessingue en Hollande, l'autre en Espagne sur Cadix. Hollandais aussi bien qu'Espagnols, nous prêtant quelques vaisseaux, s'associaient à nous pour détruire « le nouvel Alger qui s'élevait sur le sol américain ». L'organisation du corps expéditionnaire présenta quelques difficultés en particulier du côté de l'armement et de l'habillement, mais on parvint bientôt à l'équiper à peu près correctement. On escomptait un succès complet grâce à la brusquerie de l'attaque, et grâce aussi à la supériorité des moyens : toutes les ressources navales de l'Europe continentale étaient mises en jeu, transportant 21.000 hommes des meilleures troupes du monde. Mais on n'avait guère songé — malgré la fâcheuse expérience des Anglais — à la possibilité d'une épidémie de fièvre jaune et aux moyens de s'en préserver. Tout au plus, en ce sens, avait-on choisi la période la plus favorable au débarquement d'Européens dans l'île : le début du printemps. Le médecin en chef du corps expéditionnaire, GILBERT, signale la méconnaissance des difficultés que l'on rencontrerait : « Le désir de faire partie de l'expédition devint général... il semblait que cette émigration ne fut qu'un voyage de plaisir, que cette transplantation sous la zone torride convint à tous les âges, à tous

les tempéraments ». Les préparatifs satisfaisaient pourtant les chefs militaires, et l'Amiral VILLARET-JOYEUSE manifesta sa confiance après une revue à bord des vaisseaux. Il écrivit au ministre : « Je n'avais jamais porté mes espérances au delà d'une organisation médiocre. Il est de mon devoir de vous déclarer qu'elle est excellente. Discipline, union entre les troupes et les équipages, zèle, émulation, confiance et patriotisme, voilà ce qui existe sur tous les vaisseaux... Les présages certains d'une campagne heureuse sont dans mon cœur ».

*
**

Les troupes embarquèrent : la flotte se composait de l'escadre de Brest sous VILLARET-JOYEUSE, commandant en chef, et de celles de LATOUCHE-TRÉVILLE à Rochefort, LINOIS à Cadix, GANTEAUME à Toulon, auxquelles il fallait ajouter les navires hollandais de Flessingue. Au total cela faisait trente-cinq vaisseaux de ligne français, quatre espagnols, trois bataves, sans compter quelque vingt-huit frégates et les navires de transport.

L'« Océan », vaisseau battant pavillon de l'Amiral VILLARET-JOYEUSE, leva l'ancre le 14 décembre 1801, ayant à son bord le Général LECLERC, sa femme Pauline riant de l'inconnu de cette grande aventure, et le petit Dermide leur fils. L'espoir se lisait sur tous les visages ; ces officiers et ces soldats avaient affirmé leur valeur sur les champs de bataille d'Europe : qu'avaient-ils à craindre d'une armée de nègres ?... Le 29 janvier VILLARET touchait au Cap Samana, point de la côte est de Saint-Domingue prévu pour le rassemblement de la flotte, où LATOUCHE-TRÉVILLE le rallia le premier. On détacha aussitôt le Général KERVERSAU avec 1.500 hommes sur Santo-Domingo, capitale de l'ancienne partie espagnole ; après quoi VILLARET et LATOUCHE côtoyèrent tous deux le rivage nord pour arriver en vue du Cap le 1^{er} février.

Là, au large de la ville, les forces furent détachées sur des points différents : l'escadre de LATOUCHE-TRÉVILLE transportant la division du Général BOUDET fit route sur Port-au-Prince. Le Général ROCHAMBEAU et ses troupes, soutenues par les marins du Capitaine de Vaisseau MAGON, furent envoyés à l'attaque de Fort-Dauphin, à l'est du Cap, cependant qu'à l'ouest HARDY et DESFOURNEAUX enlevaient Port-Margot le 2 février. Le lendemain la flotte de VILLARET, avec LECLERC, entra dans le port du Cap. Mais l'effet de surprise escompté ne fut pas obtenu, TOUSSAINT ayant confié le commandement de la place à CHRISTOPHE, l'un de

ses généraux. LECLERC lui envoya un messenger pour le rassurer et lui demander de ne pas combattre; le général remit à l'ambassadeur une lettre affirmant qu'il ne pouvait livrer la ville qui lui avait été confiée ; il ajoutait : « Sachez que vous n'entrerez dans la ville du Cap qu'après l'avoir vu réduire en cendres ».

Malgré cette menace, dès le lendemain le Capitaine-Général faisait débarquer ses troupes au Limbé, petit promontoire situé à quelques milles à l'ouest. Le commandant noir, informé du mouvement, fit mettre le feu à la place en plusieurs endroits ; ses troupes pillèrent la ville, en massacrèrent les habitants blancs, et emmenant les femmes et les enfants comme otages, se retirèrent vers l'intérieur. Si bien que l'entrée de l'armée française au Cap se fit au milieu de la consternation générale : la ville était aux deux tiers détruite, ce n'était partout que décombres et ruines encore fumantes.

Dans le même temps, le Général BOUDET avait essayé pareillement de débarquer sans user de sa force à Port-au-Prince, commandée par AGÉ, blanc aux ordres de TOUSSAINT. Son envoyé n'obtint pas plus de résultat, et le 4 février BOUDET débarqua 1.200 hommes qui prirent d'assaut le fort Bizoton commandant la ville. Très vite AGÉ se rendit et Port-au-Prince tomba du même coup. De ce fait, dès les tout premiers jours les deux principaux ports se trouvaient aux mains des Français.

L'armée était alors ainsi répartie : KERVERSAU et 1.500 hommes se trouvaient à Santo-Domingo. LECLERC avait établi son quartier général au Cap ; il était appuyé à l'est par la division ROCHAMBEAU à Fort-Dauphin, à l'ouest par DESFOURNEAUX à Port-Margot, tand's que HARDY s'était porté un peu en avant du Cap. Enfin Port-au-Prince était occupé par la division BOUDET. Le plan général était le suivant : ROCHAMBEAU partant de la mer devait filer vers l'intérieur en direction du sud le long de l'ancienne frontière espagnole, pendant que BOUDET remontant d'abord le long de la côte de Port-au-Prince à Saint-Marc, puis s'enfonçant dans les terres vers l'est, devait l'aider à rabattre les rebelles au nord. Là HARDY et LECLERC les arrêteraient en achevant leur encerclement. L'armée était forte d'un total de 21.000 hommes environ. Troupes d'excellente qualité mais dont l'équipement était fort peu adapté à l'endroit : elles portaient le lourd harnois de guerre en usage sur les champs de bataille métropolitains : shakos volumineux, casques d'acier, bonnets d'oursons, gibernes ou sabretachés qui se révélèrent dérisoires et encombrants dans la guerre

de brousse. A ces forces se joignirent bien vite quelques corps auxiliaires formés de blancs habitant l'île : gendarmes et « dragons de la plaine » d'assez peu de valeur, et plus tard formations volontaires des « Jeunes gens du Cap » et « Chasseurs du Limbé » qui furent plus utiles.

Quant à TOUSSAINT, il avait partagé son armée en trois divisions : celle de CHRISTOPHE, assisté de MAUREPAS, au nord ; celle de DESSALINES, accompagné du Général LAPLUME, dans la région de Saint-Marc ; enfin celle de CLERVAUX à l'est, dans la partie espagnole. La valeur de ces troupes, homogènes, aguerries sous une discipline terrible, était plus grande qu'on ne le supposait en France. A leur tête TOUSSAINT, parcourant à cheval les points les plus éloignés de l'île, visitait, inspectait à l'improviste, haranguant ses soldats pour les galvaniser. Les armes et munitions lui étaient fournies par les Anglais et les Américains. Mais il ne pouvait malgré tout espérer faire front victorieusement aux armées de LECLERC : aussi le plan des noirs était-il d'évacuer la côte, de se retirer sur deux ou trois points difficilement accessibles et d'entretenir la guerre jusqu'à la saison des pluies.

LECLERC, dès son débarquement, et malgré la dévastation du Cap par les rebelles n'oublia pas ses instructions : « reconquérir sans violences l'ancien Saint-Domingue ». En habile politique il fit inviter, avant de se lancer dans la campagne, les noirs de la partie française à se joindre à lui, et ordonna à ses soldats d'accueillir sans les maltraiter les noirs rebelles qui viendraient se rendre. Il avait amené avec lui les deux fils de TOUSSAINT, qui faisaient leur éducation à Paris, et imagina de gagner TOUSSAINT à l'issue d'une entrevue avec ses enfants — dûment sermonnés — et leur précepteur COISNON. Celui-ci remit au chef noir une lettre du Premier Consul où l'on relève ces deux phrases : « Si le drapeau national flotte à Saint-Domingue, c'est à vous et à vos braves noirs que nous en sommes redevables... Comptez sans réserve sur notre estime et conduisez-vous comme doit le faire un des premiers citoyens de la plus grande nation du monde ! ». Ni l'entrevue ni la lettre n'eurent d'effet : TOUSSAINT avait pris position.

Dès lors les opérations se déclenchèrent. Dans le nord, LECLERC défit CHRISTOPHE et enleva Marmelade, puis Marmelade, enveloppé à Port-de-Paix, se soumit après une belle résistance. CHRISTOPHE fut de plus en plus refoulé vers le sud, et ROCHAMBEAU, opérant son mouvement, fit descendre sa division dans la « Ravine-aux-couleuvres » où TOUSSAINT avait posté ses meilleures troupes : grenadiers d'élite et

dragons de sa garde. Les Français bousculèrent les quelques trois mille hommes qui se trouvaient là, remportant une belle victoire : les noirs laissaient 800 morts sur le champ de bataille.

Cette sérieuse défaite amena les rebelles à modifier leur tactique. S'émiettant en une poussière de bandes qui connaissaient le pays à fond, ils devinrent dès lors insaisissables. Menant une véritable guerre d'embuscades, ils se dispersaient à l'approche de nos colonnes, se dissimulant dans les ravines, les halliers ou les forêts, pour se reformer après le passage des troupes françaises et les attaquer sur leurs arrières en massacrant les trainards. Ils se réfugiaient souvent sur des pitons, des rocs difficilement accessibles, guettant le passage des blancs dans les défilés, obligeant les soldats de LECLERC à les tourner pour les déloger de ces positions. Ces noirs combattaient avec la violence et la fureur d'hommes décidés à la mort ou à l'extermination de leurs ennemis : tout leur était bon, même les pires atrocités. Nos soldats, manquant de vivres, souffrant atrocement de la chaleur et de la faim, étaient souvent obligés de traîner leur artillerie à travers les forêts impénétrables ou sur les flancs des mornes. LECLERC écrivait : « Je n'ai jamais trouvé dans les Alpes d'obstacles pareils à ceux rencontrés ici partout ». Malgré ces obstacles, le climat de l'île, la férocité, la ruse et la mobilité des noirs, les soldats français par leur courage vinrent à bout de toutes les difficultés. Et s'ils ne purent réaliser exactement le plan prévu, du moins accumulèrent-ils les succès pendant trois mois. En février DESFOURNEAUX parcourut le nord et le centre et prit successivement Plaisance, Ennery près de la frontière espagnole, et les Gonaïves. Pendant que la division BOUDET, partie de Port-au-Prince, dispersait DESSALINES à la Croix des Bouquets, le délogeait de Léogane où il mit le feu après avoir massacré les blancs, et enfin lui enlevait Saint-Marc d'où il s'enfuit après pillage et incendie.

En mars les noirs étaient battus partout : ils se concentrèrent à l'est de Saint-Marc, au fort de la « Crête-à-Pierrot ». LECLERC se porta sur la position, ainsi que BOUDET dont les hommes, refoulant les troupes de DESSALINES aux Verrettes le 9 mars, trouvèrent sur les cendres de la ville 800 cadavres de blancs, hommes, femmes, enfants, otages égorgés la veille par les ordres du plus sanguinaire des généraux noirs ! La bataille de la Crête-à-Pierrot fut l'engagement le plus important de cette guerre. Le fort résista, héroïquement et ne tomba que le 25 mars, après quinze jours de blocus et d'assauts de la part des troupes de

LECLERC. Nous perdions là 2.000 hommes, plusieurs généraux furent blessés, LECLERC eut son écharpe et son gilet traversés par une balle et s'en tira indemne.

Après ces opérations, le Capitaine Général s'employa à organiser le pays et à l'administrer avec intelligence, rétablissant le prestige et l'autorité française. Il rallia peu à peu les noirs : les généraux LAPLUME, CLERVAUX, MAUREPAS s'étaient déjà soumis en février et LECLERC les avaient confirmés dans leurs grades. Peu à peu les dernières bandes furent réduites : CHRISTOPHE fit sa soumission le 30 avril, TOUSSAINT le 3 mai, et ce fut enfin au tour de DESSALINES.

Malgré les difficultés éprouvées, tout semblait heureusement terminé. TOUSSAINT s'était retiré dans une de ses plantations près de Saint-Marc et paraissait avoir renoncé à toute activité.

*
**

LECLERC pensant avoir définitivement gagné la partie fit preuve de la plus grande bienveillance à l'égard des noirs, manifestant hautement ses intentions pacifiques et conciliatrices. Il s'était toujours flatté d'arriver « par la force morale » à réunir tous les habitants de l'île sous son autorité ; de fait, le calme se rétablit à peu près complètement. Il essaya avec les notables d'organiser la vie civile, proclamant qu'il travaillait à une constitution qui aurait pour base « la liberté et l'égalité de tous les habitants de Saint-Domingue sans aucune distinction de couleur ».

Ses intentions avaient à peine apaisé les esprits encore échauffés et inquiets, et sa politique commençait à porter ses fruits lorsqu'il apprit que le 20 mai 1802 le Premier Consul avait signé un décret autorisant à nouveau le trafic des noirs, permettant d'en introduire dans l'île et par conséquent rétablissant la traite ! LECLERC fut sincèrement désespéré par ce décret qui représentait une faute très lourde ; se considérant engagé à l'égard des noirs, affligé par cette mesure, il écrivit aussitôt à BONAPARTE : « Ne pensez pas rétablir ici l'esclavage avant quelque temps, après toutes les promesses que j'ai faites aux noirs pour leur liberté ». Bientôt après furent amenés à Saint-Domingue 1.800 réfugiés blancs et noirs venant de la Guadeloupe, qui répandirent la nouvelle du rétablissement de l'esclavage dans cette île par le Général RICHEPANSE. Du même coup, des difficultés surgirent à nouveau : on reparlait d'esclavage ! Les noirs complotèrent un peu partout. Une correspondance de TOUSSAINT, interceptée, fournit à LECLERC le prétexte de croire que l'ancien chef noir n'était

pas étranger à ces complots. Il le fit arrêter le 11 juin et l'envoya en France où, interné au fort de Joux, TOUSSAINT mourut misérablement au début de 1803.

Entre temps, au début de mai s'était installée la saison des pluies amenant avec elle le fléau qui devait être le principal sinon le seul agent de l'expulsion définitive des Français : la fièvre jaune !... Quelques cas s'étaient déjà manifestés au cours du mois d'avril, mais c'est au milieu de mai, après les premières pluies, que se produisit la véritable explosion épidémique. Les noirs semblaient l'attendre, puisque TOUSSAINT écrivait avant son arrestation à l'un de ses anciens généraux : « La providence vient enfin à mon secours. Combien fait-on de voyages par nuit à la Fossette (cimetière près du Cap) ? Prévenez-moi quand LECLERC tombera malade ».

Quant aux Français, ils semblaient jusque là ne guère penser à la maladie, pourtant connue dans l'île dès sa découverte. Cependant, lors de l'arrivée de l'armée au Cap, après avoir fait remettre en état les deux hôpitaux de la ville, dévastés et en partie incendiés, le médecin en chef GILBERT avait eu soin, nous dit-il, « de recueillir des renseignements sur la nature, la marche et le retour périodique des maladies et surtout de ce fléau cruel connu sous le nom de fièvre jaune ». Les premiers malades qui en furent atteints n'avaient pas alarmé outre mesure un service de santé dont l'organisation était assez médiocre. Chirurgiens au velours cramoisi, médecins aux parements noirs — pour la plupart recrutés à l'Ecole de Chirurgie et de Médecine militaires de Strasbourg — avaient été d'ailleurs assez absorbés durant les premiers mois par les blessures et les nombreux cas de dysenterie et de paludisme. Ils durent bientôt se retourner contre cet ennemi nouveau et infiniment plus redoutable. Si redoutable que l'armée française se trouva terriblement affaiblie, presque saignée à blanc, lorsque les noirs, menacés d'un retour à l'esclavage, exaspérés par l'arrestation de TOUSSAINT et ayant conscience de l'extrême délabrement de l'armée par la maladie, se soulevèrent à nouveau en une insurrection massive en août 1802.

Causant des pertes effrayantes dès son explosion, l'épidémie redoublant d'intensité étendit encore très vite ses ravages puisque à la fin de mai il mourait en moyenne 30 à 40 soldats par jour ! Les hôpitaux furent rapidement submergés sous le flot incessant de nouveaux malades. GILBERT écrit : « La fièvre jaune exerçait dans les hôpitaux du Cap des ravages d'autant plus funestes que, faute de locaux suffisants, on s'était vu dans la cruelle nécessité de doubler

les malades dans chaque lit ! ». On multiplia pourtant les hôpitaux : au môle Saint-Nicolas, endroit relativement salubre, un établissement de 1.200 lits fut créé. On aménagea de nombreuses « habitations » où l'on répartit bon nombre de malades. Ces formations, et les hôpitaux eux-mêmes, se trouvaient souvent dépourvus de médecins, ceux-ci dès le début payant un très lourd tribut à la maladie. Le matériel nécessaire aux soins faisait aussi très souvent défaut. Tout indique que l'on fut pris de court et que l'on n'avait jamais prévu une pareille calamité.

Au début de juin, LECLERC, angoissé, écrit dans une de ses lettres : « Tout le monde meurt !... Je ne fais pas l'énumération des officiers supérieurs que je perds chaque jour : ce tableau serait trop long ». Et de fait, des état-majors entiers étaient frappés, celui du Général HARDY en particulier, disparut en totalité.

Le 11 juin, le général en chef demande en France quatre-vingt médecins « courageux » qui aient déjà fait du service dans les colonies. Nous verrons plus loin que les connaissances que l'on avait à l'époque sur la fièvre jaune ne permettaient guère une lutte efficace. Les praticiens du pays la connaissant mieux, on fit appel à eux et on les attacha à l'armée pour soigner les officiers malades. Le médecin en chef du service de santé demanda leurs conseils pour la rédaction d'une instruction sur la maladie et son traitement, et il l'envoya à ses jeunes collaborateurs qui dans leurs ambulances, cantonnements ou postes se trouvaient « abandonnés à leur propre inexpérience... ».

La situation de l'armée devenait déchirante. Les quelques renforts reçus étaient dévorés quelques jours après leur débarquement sans avoir eu le temps de faire le moindre service. Les effectifs se réduisaient dans d'effroyables proportions. Le Général DEPLANQUE écrit à BOUDET au mois de juillet : « Sur deux compagnies de carabiniers de la II^e légère, quarante-cinq hommes sont seuls en état de marcher... Vous n'avez pas idée combien la moindre marche nous fournit de malades... Si cela continue je ne sais ce que nous ferons : tout va à l'hôpital et ceux des soldats qui ne meurent pas restent affaiblis, à peine capables de se tenir debout. Beaucoup de nos compagnies sont sans officiers ».

On comprend les conséquences produites par la progression du fléau sur le moral des hommes valides. La réaction fut celle que l'explosion des maladies pestilentielles a toujours et partout produite. Ces hommes rudement trempés, ces soldats chevronnés virent leur courage faiblir. Leurs camarades tombaient de tous côtés : la mort rôdait partout.

Tel compagnon du matin était pris de frissons le soir, transporté à l'hôpital la nuit pour y mourir deux jours après : et cela se reproduisait à l'infini. Chaque jour les rangs se clairsemaient davantage. Sur un champ de bataille on connaissait ses risques ; l'ennemi était en face, on le voyait, on lui rendait ses coups. Là, sans voir, on attendait sans armes... Peu à peu s'installa une anxiété fébrile, une angoisse nerveuse, puis une épouvante folle chez ces hommes qui subissaient la contagion d'une peur qu'ils n'avaient jamais connue auparavant. Certains devinrent fous : cela se vit. On vit aussi les officiers dépérir moralement à tel point qu'ils ne souhaitaient que de rentrer en France : ou plus tôt pour conserver la vie.

Dans une pareille atmosphère, qui touchait à la panique, Pauline LECLERC fit preuve d'un courage extraordinaire. Cette femme fine et délicate, d'une très grande beauté, qui attirait à Paris tous les regards, toutes les jalousies, transplantée sur le théâtre d'une guerre horrible, chaque jour menacée avec son époux et son fils, fit tout pour soutenir un moral tant éprouvé ! Elle entretenait autour d'elle une petite cour de généraux, d'officiers et de notables qu'elle essayait de tenir gaiement, donnant des réceptions, invitant à sa table. On imagine l'ambiance de ces repas où chaque jour quelque couvert restait inoccupé, l'invité d'hier étant aujourd'hui couché par la maladie ! Malgré tout, la simplicité riieuse de l'hôtesse, son charme, sa jeunesse parvenaient à dissiper la hantise du mal. On a créé une légende des « folles voluptés de Pauline à Saint-Domingue » : cela est tout à fait faux. Et l'on ne peut qu'admirer cette femme qui alliait à une élégance et à une coquetterie très féminines, un courage qui lui faisait s'écrier : « Moi, je suis la sœur de BONAPARTE et je n'ai peur de rien ! ».

De jour en jour s'aggravait donc la condition de l'armée : un historiographe de l'expédition nous affirme que « chaque jour l'hôpital se vidait dans le cimetière ». L'extension et la mortalité si grande de l'épidémie ne peuvent nous étonner si l'on considère les connaissances que les médecins du temps possédaient sur la fièvre jaune. Dans les notes que laissa le médecin en chef GILBERT on retrouve — très bien décrits — les principaux signes de la maladie rapportés en détail tout au long des observations qu'il transcrivit. Ce sont là sans nul doute des observations de fièvre jaune authentique, qui nous apprennent que les médecins de l'époque en connaissaient parfaitement la symptomatologie. Ils notent le début brutal avec son frisson violent, la phase inflammatoire, congestive, qui lui fait suite et qu'ils

appelaient « période d'irritation », et l'apparition plus tard de l'ictère et des hémorragies avec néphrite concomitante, en soulignant l'affaiblissement et l'adynamie terminale. Ils donnaient le nom de « période gangréneuse » à cette dernière phase. On ne peut donc mettre en doute la certitude du plus grand nombre de cas : il s'agissait bien de fièvre jaune. La mortalité — toujours d'après GILBERT — devait atteindre le taux de 80 % et la terminaison fatale survenait généralement pour lui les troisième, cinquième ou septième jours. Il rapporte l'observation du chirurgien chef HUGONIN, de l'Hôpital des Pères, au Cap, qui fit lui-même le diagnostic de sa propre affection et fixa sa mort au cinquième jour, au cours duquel effectivement il expira.

Mais le rôle transmetteur du moustique, du stégomyia, qui ne devait être mis en évidence qu'en 1881 par FINLAY, n'était alors même pas soupçonné. Et l'étiologie de la maladie donne lieu à des dissertations d'une haute fantaisie et d'un pittoresque assez savoureux pour qu'elles méritent d'être rapportées. On invoquait les « miasmes méphitiques » qui pour certains s'exhalaient des maisons incendiées, pour d'autres prenaient naissance sur les cadavres en décomposition. D'autres encore, plus près de la vérité, établissaient un certain rapprochement entre la présence des marais et lagons du rivage et le développement de l'épidémie, parlant de l'effet nocif de « l'air très chaud saturé d'émanations marécageuses ». Et c'est encore GILBERT qui nous donne les explications les plus détaillées, les plus amusantes aussi. Le rôle prépondérant revient pour lui au « soleil brûlant » et à l'« humidité chaude et pourrissante ». S'il faut l'en croire, l'action du soleil se faisait sentir la première, produisant une « effervescence du système humoral ». « Le sang paraît bouillir dans les veines — dit-il — et se porte par une espèce d'élan vers l'organe cérébral », et voilà expliquées les céphalées cruelles. Les mêmes rayons solaires produisant une irritation de la peau entraînaient la rougeur, les éruptions, l'engourdissement et la lassitude de la première période ! Sur un terrain ainsi préparé par le soleil agissait alors l'humidité qui, elle, exerçait une « action énervante et sédative sur l'estomac », ralentissant ainsi la digestion et « altérant l'humeur biliaire », d'où production de l'ictère de la deuxième période. On reconnaissait encore le fait certain que les habitants de Saint-Domingue, en particulier les noirs, étaient rarement atteints de la fièvre jaune et que l'épidémie ne se propageait que parmi les soldats français, débarqués depuis quelques mois à peine dans l'île. Mais on ne

donnait à cette constatation d'autre explication que celle d'une immunité naturelle qui ne satisfaisait qu'à demi puisque les créoles blancs en bénéficiaient tout autant que les noirs révoltés : on ne pouvait donc en faire une question de race. On sait aujourd'hui — LE DANTEC l'a bien montré — que l'immunité des autochtones dans les pays où la fièvre jaune est endémique est due à une première atteinte frappant ces individus, pendant leur enfance en général. C'est la « fièvre inflammatoire », forme abortive du typhus amaril, qui leur confère l'immunité.

Les médecins militaires de l'expédition traitaient leurs malades en les soumettant tout d'abord — fort rationnellement — à une diète proportionnée à la violence de l'affection. Après quoi on tentait, pendant la première phase, de calmer l'« irritation ». Les boissons adoucissantes, les « eaux de poulet nitrées » étaient fort en honneur ; on donnait également des laxatifs doux qui avaient pour but de « débarrasser le tube digestif des substances putrides » ; leur type était la moelle de casse, administrée dans du petit lait. Enfin, l'action calmante était obtenue surtout par des lavements froids, des bains tièdes et des fomentations. La balnéation en particulier — méthode de BRAND avant la lettre — était très recommandée. Pendant ce stade d'« irritation » les émissions sanguines étaient fort discutées. Certains médecins pratiquaient à tout coup une abondante saignée ; la plupart lui reprochaient de provoquer un « affaissement mortel » et n'en faisaient usage que très discrètement chez les sujets jeunes, vigoureux et de tempérament sanguin. Dans la seconde période, il s'agissait de tenter de relever l'état général très altéré, et l'on donnait alors des excitants : décoctions de quinquina, boissons camphrées, eau de canelle et d'orge. La conduite de ce traitement était une question d'équilibre : il fallait « marcher entre deux écueils : l'irritation et l'affaiblissement ». Enfin, GILBERT nous parle d'un « traitement créole » qui lui fournit l'occasion d'adresser aux femmes un galant hommage : « Ce traitement réussit quelquefois chez des malades du premier degré parce que les remèdes sont administrés par des femmes toujours avec un soin, une attention, une constance dans les plus minutieux détails, qu'il est difficile de trouver ailleurs que dans leurs mains ».

Leurs thérapeutiques ne donnant aux médecins que fort peu de satisfactions, ils essayèrent — faute de pouvoir guérir les malades — de préserver les soldats qui ne l'étaient pas encore. Le « traitement préventif » — prophylaxie individuelle — proposé aux Européens nouveaux arrivés

comportait quelques judicieux conseils : tel celui d'aller habiter dans les mornes (pour respirer un air plus pur) ou, si l'on ne pouvait se tenir dans ces montagnes, d'éloigner de toute façon les habitations du littoral. On retrouve ici la notion du rôle néfaste de la proximité des marais, sans que le mot de « moustique » soit prononcé. On conseillait aussi, très justement, d'éviter la promenade au bord de la mer le soir, mais on donnait à cela une singulière explication : « La fraîcheur du crépuscule précipitait les émanations marécageuses que le soleil tenait en évaporation pendant la journée » ; d'où le danger ! La saignée était fréquemment proposée à titre préventif aux pléthoriques auxquels on prodiguait des règles de tempérance de bon aloi. Enfin, on devait lutter contre la tristesse et le mauvais moral : « Il faut user de toute la force de la raison pour que les affections de l'âme ne prennent pas le caractère de morosité et de mélancolie ».

GILBERT, à la suite d'une assemblée générale des officiers de santé, réunie sur l'ordre du général en chef, fit adopter des mesures de prophylaxie collective. Elles consistaient surtout à entretenir dans le plus grand état de propreté les hôpitaux, les casernes et les habitations renfermant des malades. Il fallait « faire circuler l'air libre du dehors ». Il fit aussi, autant qu'on le put, surveiller la qualité des aliments. Toutes mesures excellentes pour l'hygiène générale des troupes, mais non adaptées à la lutte contre la fièvre jaune puisque l'on ne connaissait rien de sa vraie cause. « Nos connaissances ne sont pas assez sûres — avouait le médecin en chef — pour que nous ne prenions pas toutes les garanties possibles ». Hélas, ces garanties ne pouvaient enrayer la marche du fléau ! Malgré tout, ici encore, quelques mesures excellentes furent prises : l'éloignement des casernes et des hôpitaux de la zone des marais, par exemple. Ou encore la proposition de ne laisser au Cap que les troupes indispensables au service et de faire stationner le gros des divisions dans les mornes salubres. Enfin on interdisait aux soldats « de se reposer sur la terre humide le long des lagons ». L'effet de ces précautions fut à peu près nul puisque — une fois encore — aucune lutte, et pour cause, n'était menée contre les moustiques. Mais si leurs soins restèrent infructueux, l'héroïsme de la conduite généreuse des médecins fut grand. Le médecin en chef cite en exemple le zèle inébranlable de ces hommes qui, privés de ressources, ne se rebutèrent jamais, servant eux-mêmes d'infirmiers lorsque l'effroi glaçait ces derniers. La mort allait cependant, multipliant ses victimes et ne laissant aux

médecins que le désespoir de ne pouvoir modérer ses coups et ralentir sa marche.

*
* *

Et c'est au milieu de cette désolation que l'on reprit au mois d'août les opérations militaires destinées à réduire la nouvelle révolte. Les rebelles, reformés en bandes, attaquaient partout, se livrant à des crimes inouis. Alimentés en armes et munitions aussi bien par les Anglais que par les Américains dont les convoitises n'étaient pas prêtes à s'éteindre, les noirs réduisirent LECLERC à la défensive. Il fallait faire front à leurs incessantes attaques et cela avec quelles forces démembrées ! Des bataillons réduits à une cinquantaine d'hommes et des garnisons quasi-inexistantes : au Limbé, sur 599 présents, 70 hommes seulement étaient en état de faire la guerre. Le Général CLAUSEL, qui avait remplacé BOUDET, écrivait à la fin de septembre : « Soixante squelettes font la garde du Cap ». Pour résister mieux, LECLERC ordonna la concentration sur les places principales de l'île. Au début d'octobre, les noirs enlevèrent Port-de-Paix : un à un, les généraux noirs soumis repassèrent dans le parti adverse. Le général en chef jette un cri d'alarme au Premier Consul : « Ma force morale est détruite, tout ce que j'ai fait est sur le point d'être anéanti ! » Fin octobre, CHRISTOPHE attaqua le Cap d'où on le repoussa à grand'peine. La trahison était partout : des Français habitant l'île s'enrôlaient dans les brigades noires pour échapper à une répression prochaine... DESSALINES à son tour passa à l'insurrection pour reprendre ses sanglants exploits ! Les derniers jours d'octobre, LECLERC tomba malade à son tour : la fièvre jaune fut diagnostiquée par le médecin PEYRE. Abattu d'abord et affecté par la présence de sa femme et de son enfant, il voulut ensuite s'occuper jusqu'au dernier moment des affaires publiques. Il accepta sa destinée, après un instant d'épouvante, et mourut, courageux et résigné, le 2 novembre, après avoir donné ses ordres à son chef d'Etat-Major. Son corps embaumé fut transporté en France sur un vaisseau de guerre qui ramena aussi sa femme et son fils.

Le Général ROCHAMBEAU lui succéda, mais il ne pouvait rien, et l'agonie de l'armée se poursuivit. Quand il prit son commandement, trois mille hommes à peine, sur 34.000 reçus au total par LECLERC, étaient en état de combattre. CLAUSEL, par des offensives bien menées, obtint quelques succès : ce furent les dernières convulsions avant la fin. Cette agonie de l'armée se prolongea durant six mois par de petits combats : les noirs savaient attendre. L'épidémie,

ayant joué son rôle, s'éteignait aussi, doucement... Depuis le printemps 1803, la guerre avait repris avec la Grande-Bretagne ; aussi les vaisseaux français s'éloignèrent-ils de l'île, n'assurant plus les communications avec la Métropole, n'amenant plus ni vivres, ni renforts. ROCHAMBEAU, en octobre 1803, envoie au ministre de la marine DUCRES ce reproche : « Je suis abandonné de vous depuis sept mois ». Etroitement serrés par les noirs dans le Cap et dans quelques autres ports, ne pouvant plus rien, les débris de l'armée essayèrent d'échapper par mer. Le Général LAVALETTE gagna La Havane avec 1.500 hommes ; BRUNET, après sa capitulation aux Cayes, fut amené par les Anglais à la Jamaïque. Les évacuations des villes étaient souvent suivies du massacre des blancs qui n'avaient pu s'enfuir : DESSALINES, là encore, se montra féroce. Il avait pris le commandement des noirs et, à la tête de son armée, bloqua si bien le Cap — avec la collaboration de la marine anglaise — que la capitulation de la ville ne tarda pas. Le 8 novembre 1803, après l'avoir signée, ROCHAMBEAU avec ses officiers, quelques troupes et de nombreux colons — au total 8.000 hommes — quitta définitivement l'île sur les vaisseaux britanniques qui avaient pris part au blocus.

Ainsi se termina l'expédition. Il restait bien dans la partie espagnole le Général FERRAND et quelques 700 soldats, qui, retranchés dans Santo-Domingo, tinrent fort longtemps. Cela ne gêna guère DESSALINES qui se fit sacrer empereur en 1805, après avoir redonné à l'île son premier nom d'Haïti. FERRAND se suicida un peu plus tard, et son successeur ayant reçu quelques renforts, résista aux Espagnols, retournés dans la partie orientale, jusqu'en 1809. En juillet de la même année, le dernier soldat français quitta le sol de Saint-Domingue... Beaucoup plus tard, après l'assassinat de DESSALINES et le règne de CHRISTOPHE, Charles X reconnut officiellement au nom de la France, en 1824, l'indépendance d'Haïti.

CONCLUSION

Telle fut l'histoire de cette île française de Saint-Dominique que l'expédition de 1802 aurait pu nous rendre et que la fièvre jaune nous fit perdre à tout jamais. Certes, l'on commit quelques fautes politiques d'importance : le décret du 20 mai 1802 rétablissant l'esclavage, et l'arrestation de TOUSSAINT furent les plus lourdes. Certes aussi, l'armée française se trouva aux prises avec les difficultés insoupçonnées d'un terrain nouveau, d'une guerre qu'elle ignorait et pour laquelle elle était mal équipée. Elle se heurta enfin à un adversaire dont l'exaltation atteignit souvent à la barbarie la plus cruelle. Il n'en reste pas moins que l'on avait surmonté tous ces obstacles avant l'apparition de la fièvre jaune. Et que par dessus toutes causes il y eut des ravages inouïs, formidables, d'une épidémie qui surprit et les chefs et les médecins ; d'une maladie dont on ignorait la cause, en face de laquelle on se trouvait absolument désarmé, et qui fit près de trente mille morts !...

Depuis, nous fûmes souvent encore assaillis dans notre domaine colonial par ce même fléau. Il nous trouva mieux préparés, nos médecins ayant acquis des connaissances nouvelles en matière d'épidémiologie tropicale. Pourtant, très près de nous en 1926-27, la fièvre jaune fit encore à Dakar 170 victimes, malgré une lutte scientifiquement menée par les mesures permanentes contre les stégomyias, la préservation des sujets sains, l'isolement hermétique des malades. Après 1930, et surtout dans les années qui suivirent 1934, un moyen enfin efficace devait être fourni par la vaccination. Le dernier progrès, d'une valeur capitale, a été apporté en la matière par les travaux de l'Institut Pasteur de Dakar sous la direction du Médecin Général PELTIER, des Troupes Coloniales. La méthode, utilisant les scarifications, et employée en même temps que l'application du vaccin antivariolique, permet de vacciner en un temps très court un nombre considérable d'individus. Au Sénégal, en 1938, cent mille indigènes furent immunisés ; à la fin de l'année 1940, un demi-million de sujets étaient vaccinés en A. O. F. Ce vaccin de l'Institut Pasteur de Dakar a enfin l'avantage, énorme pour la pratique coloniale, de résister

pendant près de deux mois à la température extérieure et de pouvoir ainsi être transporté jusqu'au poste de brousse le plus reculé. Pouvant être employé partout sur une grande échelle, sans technique particulière, il réalise contre la plus redoutable des endémies coloniales l'armée efficace qui, dans le domaine militaire, permettrait de mettre à l'abri des coups de la fièvre jaune des corps expéditionnaires d'une importance numérique autrement grande que celle des malheureuses demi-brigades composant les divisions LECLERC.

BIBLIOGRAPHIE

- HANOTAUX et MARTINEAU. — « Histoire des colonies françaises », Tome I. L'Amérique (Plon, Paris).
- MALO (Ch.). — « Histoire d'Haïti » (Janet, Paris, 1825).
- PLACIDE-JUSTIN. — « Histoire politique et statistique de l'île d'Haïti » (Brière, Paris, 1926).
- Colonel NEMOURS. — « Histoire militaire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue » (Berger-Levrault, Paris, 1925).
- CASTONNET DES FOSSES. — « La perte d'une colonie : la révolution à Saint-Domingue » (Paris, Faivre, 1893).
- « Saint-Domingue sous Louis XV » (Lachèse, Angers, 1886).
- « Les origines de Saint-Domingue » (Lachèse, Angers, 1886).
- VAISSIÈRE (P. de). — « Saint-Domingue : la société et la vie créole sous l'ancien régime » (Perrin, Paris, 1909).
- BRÉARD. — « Notes sur Saint-Domingue » (Cagniard, Rouen, 1893).
- D^r MAGNAC. — « L'expédition du Général LECLERC à Saint-Domingue, in *Le Carnet*, Paris, mai 1905.
- « Sur l'indépendance de Saint-Domingue » (articles extraits de l'aristarque français) (Ponthieu et Delaunay, Paris, 1826).
- CAZANOVE. — « Pauline BONAPARTE à Saint-Domingue pendant l'épidémie de fièvre jaune », in *Les Grandes Endémies Tropicales*, 1934.
- « Fièvre jaune, vieux papiers, vieux traitements », in *Les Grandes Endémies Tropicales*, 1935.
- GILBERT. — « Histoire médicale de l'armée française à Saint-Domingue en l'an X » (Gabon, Paris, 1803).
- RICART (L.). — « Les vieux traitements de la fièvre jaune » (*Thèse*, Paris, 1935).
- BÉRANGER-FÉRAUD. — « Traité théorique et clinique de la fièvre jaune » (Doin, Paris, 1890).
- BRAU (P.). — « Trois siècles de médecine coloniale française » (Vigot, Paris, 1931).
- SELSIS (P.). — « Etudes pour servir à l'histoire de la fièvre jaune » (Baillière, Paris, 1880).
- DEVÈZE (J.). — « Traité de la fièvre jaune » (Comte, Paris, 1820).
- JOYEUX-SICE. — « Précis de médecine coloniale » (Masson, Paris, 1937).

LE DANTEC. — « Précis de pathologie exotique » (Doin, Paris, 1929).

GRALL et CLARAC. — « Traité de pathologie exotique » (Baillière, 1912).

« Le Domaine colonial français », Tome I. (Edition du Cygne, Paris, 1929).

LEGER (M.). — « La fièvre jaune » in *Les Grandes Endémies Tropicales*, 1934.

LANCELIN. — « Les médecins de marine et la fièvre jaune », in *Presse Médicale*, 1942, n^{os} 5 et 6.

« L'expédition de Saint-Domingue » (*Collection des Campagnes Maritimes*, Audin, Paris, 1827).

Colonel DE POYEN (H.). — « Histoire militaire de la révolution de Saint-Domingue » (*Extrait du Mémorial de l'Artillerie de Marine*).

Elisée RECLUS. — « Nouvelle géographie universelle, la terre et les hommes », T. XVII (Hachette, Paris, 1877).

VIDAL DE LA BLACHE et GALLOIS. — « Géographie universelle », T. XIV (A. Colin, Paris, 1931).

SERMENT

En présence des Maîtres de cette Ecole, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure, au nom de l'Etre suprême, d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la Médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent, et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe ; ma langue taira les secrets qui me seront confiés, et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Respectueux et reconnaissant envers mes Maîtres, je rendrai à leurs enfants l'instruction que j'ai reçue de leurs pères.

Que les hommes m'accordent leur estime si je suis fidèle à mes promesses ! Que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères si j'y manque !

En ma qualité de Censeur de tour,
j'ai lu la Thèse ayant pour titre :

« Une expédition coloniale ayant
tourné à la Catastrophe
Epidémiologique : Saint-Domingue »

Je pense que la Faculté peut en
permettre l'impression.

Montpellier, le 22 mai 1943.

Le Professeur,

G. GIRAUD.

Vu :

Montpellier, le 22 mai 1943.

Le Doyen,

G. GIRAUD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 24 mai 1943.

Le Recteur,

SARRAILH.

La Faculté de médecine de Montpellier déclare que les
opinions émises dans les dissertations qui lui sont présen-
tées doivent être considérées comme propres à leur auteur;
qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

